



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1159  
11 décembre 1998

ORIGINAL : FRANÇAIS

---

LETTRE DATÉE DU 11 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU  
CAMEROUN AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Gouvernement fédéral du Nigéria vient, en violation flagrante du droit international et notamment des mesures conservatoires ordonnées le 16 mars 1996 par la Cour internationale de Justice, d'organiser des élections municipales les 5 et 6 décembre 1998 dans la partie occupée du territoire camerounais de la péninsule de Bakassi.

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre du Ministre d'État chargé des relations extérieures du Cameroun, accompagnée de la note de protestation adressée au Gouvernement nigérian.

Je vous prie de bien vouloir diffuser ces correspondances comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Cameroun  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Martin BELINGA-EBOUTOU

ANNEXE

Lettre datée du 10 décembre 1998, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Ministre d'État chargé  
des relations extérieures du Cameroun

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les autorités fédérales nigérianes ont organisé des élections locales (municipales) les 5 et 6 décembre 1998 dans la partie occupée du territoire camerounais de la péninsule de Bakassi.

L'acceptation par les nouvelles autorités nigérianes de procéder à un échange de prisonniers de guerre le 24 novembre 1998 entre nos deux pays pouvait laisser espérer un changement d'attitude en faveur d'un règlement pacifique et juridictionnel du différend frontalier.

L'organisation d'un scrutin dans la zone de Bakassi est un motif de très grande préoccupation pour le Gouvernement de mon pays, car il constitue un acte de provocation grave et s'inscrit en violation flagrante du droit international, et notamment des mesures conservatoires ordonnées le 16 mars 1996 par la Cour internationale de Justice de La Haye.

Ainsi donc, j'ai adressé ce jour, d'ordre de mon gouvernement, la note de protestation ci-jointe aux autorités nigérianes.

Le Gouvernement de mon pays voudrait attirer une fois de plus l'attention de la communauté internationale sur la situation à Bakassi qui devrait continuer de mériter une attention toute particulière, étant entendu que les autorités nigérianes, tout en menant une campagne de charme sur le plan international, renforcent tout aussi leur dispositif militaire au front et posent des actes contraires au bon voisinage et à la paix entre États.

Mon pays, qui reste profondément attaché au principe du règlement pacifique des différends, veut continuer à compter sur vos efforts en faveur de la paix en général et plus particulièrement en Afrique centrale.

Le Ministre d'État chargé des  
relations extérieures

(Signé) Augustin KONTCHOU KOUEMEGNI

PIÈCE JOINTE

Note verbale datée du 10 décembre 1998, adressée à  
l'ambassade du Nigéria à Yaoundé par le Ministère  
des relations extérieures du Cameroun

Le Ministère des relations extérieures de la République du Cameroun présente ses compliments à l'ambassade de la République fédérale du Nigéria et a l'honneur de se référer à l'organisation par le Gouvernement nigérian des élections locales dans la partie occupée de la péninsule de Bakassi les 5 et 6 décembre 1998.

Le Gouvernement camerounais tient à relever que des activités de cette nature dans la partie occupée de son territoire, non seulement sont incompatibles avec les relations de bon voisinage et contraires aux intérêts à long terme des deux pays, mais également constituent une violation grave du droit international, ainsi qu'une entorse à la volonté de trouver une solution pacifique définitive à ce différend.

De plus, cet acte est une violation manifeste des mesures conservatoires ordonnées le 16 mars 1996 par la Cour internationale de Justice.

Le Ministère des relations extérieures de la République du Cameroun saurait gré à l'ambassade de la République fédérale du Nigéria de bien vouloir communiquer la présente protestation à son gouvernement.

-----